



Syndicat des cheminots de Chartres

Chartres, le 4 avril 2018

Madame la Préfète,
Dites au président que maintenant on s'occupe de tout !
Motion déposée à Sophie Brocas, préfète d'Eure-et-Loir

Madame la Préfète,

Quatre ans après une réforme du ferroviaire basée sur un mensonge d'État (réunification de deux EPIC en trois EPIC notamment), les cheminots de toute la France sont de nouveau massivement en grève. Les imposteurs de l'époque au pouvoir présentaient leur projet de réforme comme la seule solution pour sauver le Service Public ferroviaire. Aujourd'hui, et comme à chaque fois, plus personne d'entre eux n'est encore là pour rendre des comptes sur ce qu'ils ont fait.

Si à l'époque la disparition de la Société Nationale des Chemins de fer Français, bien de la Nation et « *copropriété* » de chaque citoyen nous avait fortement bousculés, la réforme d'aujourd'hui crée un profond mécontentement et une grande colère dans la famille cheminote.

La manière méprisante dont le gouvernement actuel (dans la suite des précédents) main dans la main avec la direction du GPF traite les cheminots et le Service Public qu'ils réalisent est lamentable. Le passage en force de manière très autoritaire et antidémocratique sur tous les sujets de société dont celui-là nous pousse à les renier : ils ne nous représentent pas, nous n'attendons plus rien d'eux.

L'exemple de la réouverture de la partie Chartres-Voves est éloquent. 71 millions d'euros du contribuable ont été sortis, et une grande partie s'est volatilisée... mais ne doit pas être perdue pour tout le monde ! L'axe ferroviaire Orléans-Chartres-Rouen est d'utilité publique pour les deux seules activités ferroviaires « *voyageurs* » et « *marchandises* ».

Cela montre que nous ne pouvons pas compter sur les dirigeants du pays et du GPF pour assurer des projets sérieux, et que nous n'avons pas le choix que de (re)prendre nos affaires en main.

La CGT porte depuis 2014 un projet alternatif de système ferroviaire. Partir des besoins des populations définis démocratiquement pour réaliser notre travail au service du public est notre seule priorité. Pour cela, avec usagers et élus locaux, nous allons remettre en place une entreprise unique, publique, et intégrée, « *copropriété* » de tous les citoyens. L'ensemble de ses personnels devra avoir un statut ; des financements importants seront possibles quand nous aurons écarté les parasites actionnaires (notamment) qui pillent et détournent les richesses créées par le seul monde du Travail.

Ainsi, Madame la Préfète, veuillez transmettre au président l'un des plus mal élus de France qu'à partir de maintenant on s'occupe de tout !

Bertrand CLAVELIER
Secrétaire Général